

Au bord du gouffre démocratique, les angoisses turques...

Soumis par Sylvie Arsever

15-11-2007

Dernière mise à jour : 17-11-2007

En Turquie, confirmé au pouvoir par un électeur sur deux, le Parti de la justice et du développement veut libérer les forces religieuses du corset kémaliste. Son projet démocratique a convaincu beaucoup de libéraux. Mais les craintes restent vives, nourries par la reprise du terrorisme kurde. Un reportage d'une exceptionnelle qualité.

«Birlik» - Unité. Le mot s'étale sur toutes les unes ce 29 octobre, jour anniversaire de la création de la République turque. Il sonne comme une réponse aux attaques du PKK, qui a tué une cinquantaine de soldats en un mois.

Il sonne aussi faux: derrière la marée de drapeaux rouges ornés de l'étoile et du croissant qui ont envahi les rues et les façades des maisons, les divisions sont tenaces, avivées par les espoirs et les craintes qu'a fait naître l'accession du conservateur musulman Abdullah Gül à la présidence en juillet, porté par le succès du Parti de la justice et du développement (AKP) aux élections législatives.

Sitkin Tosun a fait ses études à Lausanne. Il a donné le nom du chef-lieu vaudois à la pharmacie qu'il a ouverte à son retour dans sa ville natale de Trabzon, l'ancienne ville byzantine de Trébizonde devenue un port industriel hideux et prospère sur la mer Noire. Lozan n'est pas un nom inconnu pour ses clients: c'est celui de la ville où a été signé en 1923 le traité qui définit les contours de leur pays. Des contours tracés à la force des armes contre les puissances victorieuses de la grande guerre.

Toucher au Traité de Lausanne, dans l'esprit de nombreux Turcs, c'est toucher à l'indépendance même, chèrement acquise, du pays. Or le Traité de Lausanne garantit les droits des minorités religieuses - Grecs orthodoxes, Arméniens et juifs - mais il ne fait pas mention des Kurdes. C'est une partie du problème.

Sitkin Tosun est hadji - il a fait le pèlerinage de La Mecque - et musulman pratiquant. Mais il a voté pour le Parti républicain, dont il partage avec ferveur la conception kémaliste de la nation. «Ici tout le monde vit en bonne entente: Lazes, Arméniens, Circassiens, Géorgiens ou Kurdes, ça ne fait pas de différence. Bush veut nous diviser, remplacer la république par une union des musulmans, comme sous l'Empire ottoman. Mais personne ne veut de ça: nous sommes tous Turcs.»

C'est la plus populaire des innombrables théories du complot qui fleurissent en ce moment: les Etats-Unis veulent démembrer la Turquie au profit d'un grand Moyen-Orient remodelé qui les tirera du guépier irakien et favorisera un islam pro-américain dont, soupçonnent les kémalistes, l'équipe au pouvoir est destinée à devenir le modèle. Et l'Union européenne, avec ses exigences en matière de droits de minorités, favorise ce jeu.

C'est notamment la thèse d'Ahmet Sefik, correspondant à Trabzon du quotidien kémaliste Cumhuriyet (la République). «Sur la carte dessinée au Traité de Sèvres, qui consacrait le démembrement de l'Empire ottoman, Trabzon était le port de l'Arménie sur la mer Noire, rappelle-t-il. Et lorsqu'ils ont demandé l'aide de la Turquie pour envahir l'Irak, les Etats-Unis voulaient notamment pouvoir utiliser ce port. Pour aller en Irak?»

Dans le Caucase, plutôt, diagnostique-t-il. Où se jouera le grand jeu stratégique du futur, entre conflits ethniques, ouverture de nouveaux marchés, et, surtout, lutte pour les ressources énergétiques qui n'y manquent pas. C'est pourquoi «les Etats-Unis et l'Union européenne favorisent un nationalisme ethnique, qui divise, contre le nationalisme citoyen, qui rassemble».

Le problème est que le même mot - turc - peut désigner les deux concepts, citoyen ou ethnique. Les poids conjugués de l'histoire et de la géographie le rendent particulièrement vif à Trabzon. C'est de là qu'est parti l'assassin du journaliste et

poète Hrant Dink, que des témoins ont entendu proclamer, avant de prendre la fuite «j'ai tué un Arménien». C'est là qu'arrêté, il a selon les médias reçu un traitement de faveur d'autorités policières peu critiques face à son geste.

Plus récemment, trois jeunes Kurdes qui avaient manifesté leur soutien au parti kurde DTP, proche du PKK, ont été attaqués par une trentaine de voyous, qui ont failli les lyncher. Cette opération, assure Ahmet Sefik, a été organisée par les policiers qui ont averti les agresseurs par SMS. Et derrière les forces qui attisent les courants identitaires, il distingue - sans pouvoir rien prouver, précise-t-il - l'ombre du mouvement religieux le plus célèbre du moment. Celui que le prêcheur Fethullah Gülen gère depuis les Etats-Unis à coups de milliards venus on ne sait d'où.

Son collègue Hasan Birlik fait partie de ce mouvement, qui contrôle le quotidien Zaman (le Temps) dont il dirige le bureau local. Il dément tout lien avec les agitateurs nationalistes: comment pourrait-il attiser les divisions quand «ensemble, nous sommes 73 millions. Divisés, nous devenons moins nombreux et plus faibles!» Le vrai problème, assure-t-il, c'est le chômage des jeunes qui fait faire toutes sortes de bêtises.

A Trabzon, les remaniements économiques ont été particulièrement vigoureux. Les producteurs de noisettes - la ressource agricole principale de la région - ont bloqué les routes pour protester contre la baisse des prix avant de voter en masse pour l'AKP, sur la foi, disent certains, de promesses trahies par la suite.

Mais là comme dans toutes les grandes villes, l'afflux d'argent est perceptible: au bas de tours flambant neuves s'ouvrent chaque jour de nouveaux commerces de sport, de mode et d'électronique où s'affichent toutes les marques du bien-être mondialisé. L'économie flambe, dopée par un recours extensif au crédit. Jamais la livre turque ne s'est aussi bien portée.

C'est, explique Eser Karakas, professeur d'économie à l'Université stambouliote de Bahçisehir, la récompense de la politique d'ouverture de Recep Tayyip Erdogan. «Entre 1954 et 2004, les investissements étrangers en Turquie ont atteint 18 milliards de dollars. Pour la seule année 2006, ils étaient de 19 milliards.»

Les artisans de cette ouverture, souligne-t-il, forment la base sociale de l'AKP. «Dans les années 1950 à 1980, une classe sociale s'est enrichie grâce à sa proximité avec l'Etat. C'est elle qui a bénéficié des crédits des banques d'Etat, des avantages fiscaux et des encouragements à l'exportation. Elle a cimenté ses avantages dans l'idéologie kémaliste. Culturellement, elle est occidentalisée. Mais politiquement et économiquement, elle hait l'ouverture.»

«A partir des années 1980, une nouvelle classe est montée en puissance, en provenance des moyennes villes d'Anatolie. Ses valeurs sont religieuses et conservatrices. Mais elle a dû, parce qu'elle n'avait pas d'autre possibilité, produire pour le marché extérieur. Elle s'est adaptée à ses critères de qualité et d'efficacité et elle est devenue plus performante. Pour des raisons pratiques, elle est favorable au rapprochement européen, au libéralisme et au processus de démocratisation.»

Une solide poignée d'intellectuels, souvent issus de la gauche, ont soutenu l'AKP aux dernières élections en raison de cette politique de démocratisation. Ils y voient l'occasion de débarrasser enfin la Turquie de l'encombrante tutelle de l'armée.

Au prix de l'islamisation? Nul pour les partisans démocrates de l'AKP, le danger est imminent pour ses adversaires kémalistes. Le projet de nouvelle constitution mis en chantier par le gouvernement a attisé le débat avant d'être relégué à l'arrière-plan par la question kurde.

Vu de l'extérieur, il est difficile d'y voir malice: le renforcement des libertés religieuses s'inspire des solutions européennes et le rééquilibrage des pouvoirs en faveur du politique ne présente, à première vue, guère d'aspect putschiste. Mais le pas envisagé est vertigineux si on le mesure à l'aune des mythes fondateurs du kémalisme.

La fameuse laïcité à la turque est très loin, ceux qui veulent la réformer ne se font pas faute de le souligner, du modèle français dont elle se revendique. Elle repose sur une sorte de nationalisation de l'islam, vigoureusement exclu de la sphère publique mais financé par l'impôt et resté, sous les apparences républicaines, le ciment de fait de l'unité nationale.

Malgré sa mise sous le boisseau, l'islam se trouve donc en excellente position pour occuper l'espace ouvert par une démocratisation des rapports entre Etat et religion. D'autant que la sécularisation de l'Etat a eu de tout temps ses opposants, vigoureusement réprimés au début de la République, encouragés plus ou moins ouvertement par les gouvernements qui se sont succédé après le coup d'Etat de 1980.

Ils se regroupent notamment dans les tarikats, les puissantes confréries religieuses venues du soufisme, qui ont prospéré jusqu'ici en marge de la loi et que le gouvernement veut légaliser.

Faris Kaya dirige la fondation d'Istanbul pour la science et la culture depuis le medressé de Rüstem Pacha, dessiné au XVI^e siècle par le plus célèbre des architectes ottomans, Sinan. Une oasis de paix en forme de cloître octogonal dans le quartier commercial chaotique de Cagaloglu.

La fondation appartient à la confrérie des nurcu (nourdjous), nommée d'après son inspirateur, Saïd Nursi. Né en 1877 sur les bords du lac de Van, ce dernier a été un partisan déclaré des réformes constitutionnelles engagées dans l'Empire ottoman déclinant tant qu'il a pensé que la démocratie à naître s'inspirerait des principes de l'Islam.

La défaite ottomane à l'issue de la Première Guerre mondiale et la montée en puissance du kémalisme «athée» l'a poussé dans un exil intérieur organisé autour d'une conception plus mystique et personnelle de la foi. Ce qui ne l'a pas empêché de former de nombreux disciples, de lutter avec ténacité contre l'abandon de l'alphabet arabe et de soutenir, dans les années 50, le gouvernement libéral-conservateur d'Adnan Menderes, renversé par un coup d'Etat en 1960, dont l'AKP est l'héritier reconnu.

De l'enseignement de Saïd Nursi, Faris Kaya veut retenir deux points majeurs: la séparation entre foi et politique - n'a-t-il pas dit: «J'ai fui la politique comme j'ai fui Satan»? Et le choix d'un islam éclairé, favorisant les connaissances, l'action temporelle et l'ingéniosité professionnelle et économique - presque calviniste, en somme.

La Turquie, martèle-t-il dans un anglais impeccable, ne cessera jamais d'être un Etat laïc. Nous sommes partisans d'un rattachement à l'Europe, pas de la théocratie. Ce que nous demandons, c'est qu'on cesse de faire pression sur la religion. Ma fille, par exemple, n'a pas le droit de porter son foulard à l'université parce qu'on y voit le signe de pensées interdites. Mais si c'était un homme, elle pourrait y entrer sans problème, quelles que soient ses convictions. C'est discriminatoire!»

L'abstention politique des nourdjous est toutefois très relative. Proche du mouvement, Selim Yasa estime à sept millions le nombre des voix que ce dernier peut diriger vers le candidat de son choix - le républicain Bülent Ecevit en 1973, le libéral conservateur Turgut Özal en 1983 et aujourd'hui Recep Tayyip Erdogan.

Fortuné et croyant, Selim Yasa ne boude pas un verre de Raki et sa femme s'habille avec une impeccable élégance occidentale. Lui-même dénonce la pression des quartiers, qui s'exerce aujourd'hui plus qu'hier sur les jeunes femmes qui refusent de porter le foulard. Sa foi s'exprime avant tout par les öuvres: soutien aux collèges et aux universités de Fethullah Gülen, dont il finance les activités.

L'argent déversé par les fondations caritatives islamiques joue un rôle social déterminant, que les kémalistes soupçonnent d'être instrumentalisé pour la promotion de la charia. Le quartier d'Üsküdar, sur la rive asiatique du Bosphore, abrite la plus importante d'entre elle, la Fondation Aziz Mahmut Hüdayi.

Fondée par un groupe de commerçants du quartier, explique l'un d'eux qui accepte de parler à condition de ne pas apparaître publiquement, elle fournit 500 repas quotidiens et des colis alimentaires à 200 familles nécessiteuses. Elle a aussi rénové le tombeau de Mahmut Hüdayi, un mystique du XVI^e siècle, et tire une partie de ses revenus des pèlerins qui le visitent.

Pas d'autre but que caritatif à cette activité, assure notre interlocuteur - tout musulman en ferait autant - même si la majorité des membres de la fondation appartiennent à la confrérie soufie des kadiris. Et même si elle distribue aussi des bourses - «à des jeunes proches de notre mouvement» - et organise des cours de Coran pour les jeunes.

Les démunis d'Üsküdar peuvent aussi compter sur le soutien de leur mairie qui, comme de nombreuses municipalités AKP, organise sa propre distribution de repas gratuits, de victuailles et de charbon. A côté des contribuables, des donateurs privés, dont certains soutiennent aussi la fondation, alimentent cette générosité.

Mais elle profite politiquement au maire AKP, Mehmet Çakir. Dont les conceptions en matière de séparation du politique et du religieux sont un peu différentes de celles affichées par Faris Kaya. Il y a deux ans, il a voulu interdire l'alcool dans tous les restaurants du quartier, une mesure à laquelle il a dû renoncer face à la résistance des intéressés. Le Temps n'a pas pu l'approcher: il était absent d'Istanbul et personne dans son administration ne pouvait rencontrer un journaliste.

L'essentiel se passe ailleurs, sur le terrain très disputé de l'éducation. Canan Sener préside la section d'Üsküdar de l'Association pour la vie contemporaine, une organisation kémaliste vouée à la promotion de l'accès à l'enseignement, principalement pour les femmes. Elle a aussi fait partie des organisatrices des grandes marches pour la laïcité aux mois d'avril et de mai.

«Nous distribuons une soixantaine de bourses et nous organisons des cours d'alphabétisation pour les femmes. Mais les fondations religieuses ont beaucoup plus de moyens.» Ces dernières ouvrent des écoles, des répétitoires - indispensables dans le système éducatif très compétitif qui prévaut en Turquie - et des foyers d'étudiants. Si les écoles sont en principe soumises au contrôle du Ministère de l'éducation, répétitoires et foyers s'organisent comme ils l'entendent: foulard pour les filles, séparation des sexes, prières régulières dans beaucoup d'entre eux.

Même si elle conçoit son action comme centrée sur l'éducation et non sur la politique, Canan Sener se retrouve de fait - et de cöur - dans le camp opposé. Ce qui lui vaut l'hostilité larvée de la municipalité et certains soutiens inattendus. «Une femme nous a donné 5000 francs pour ouvrir une classe enfantine. Elle a pris cette décision après avoir entendu, dans un taxi collectif, une petite fille de 5 ans demander à sa mère en montrant une autre voyageuse: «Dis, maman, la dame qui a du rouge aux ongles, elle ira en enfer?»

Ce type de croyance, estime Necdet Durgun, militant du parti républicain, est étranger à l'islam turc. «Dans les villages, les gens respectent des règles morales qui peuvent être très contraignantes mais sont peu marquées par le

radicalisme religieux. C'est lorsqu'ils émigrent dans les villes, dans un univers socioculturel où leurs coutumes ne sont plus adaptées qu'ils deviennent la proie de prêcheurs fondamentalistes. Ils reviennent avec de nouvelles coutumes: les prières sont modifiées, les cérémonies rallongées.»

Cette évolution, derrière laquelle beaucoup discernent la main de l'Arabie saoudite, renforce les craintes des partisans du statu quo en matière de laïcité. Ils déchiffrent le danger en comptant et en classifiant les foulards - minoritaires à Istanbul et au centre des grandes villes, très majoritaires en Anatolie.

Certains ne disent que l'apparence sociale, ils ne font pas peur et on n'en a pas vu beaucoup au seuil des universités, les filles des milieux concernés faisant peu d'études. D'autres proclament un choix. Dont le ressort principal - religion ou coquetterie identitaire - n'est pas toujours apparent au premier coup d'œil.

Apparemment, la concorde règne: dans les mêmes familles, une soeur porte le foulard, l'autre non. Les deux modes vestimentaires se côtoient aussi souvent dans le même groupe de jeunes. Mais sous ces pratiques bon enfant les incompréhensions et les craintes réciproques font monter une ambiance de Kulturkampf (culture du combat).

Les religieux investissent petit à petit les espaces qui leur étaient interdits - des femmes en foulard entrent à l'université ou travaillent dans les municipalités. C'est pour eux un avant-goût de droits démocratiques qu'ils pensent mériter, un retour au centre d'une société qui les avait rejetés, bien que majoritaires, dans la périphérie. Les laïcs y voient une entreprise systématique d'infiltration de l'Etat.

Le clientélisme à peine dissimulé du parti au pouvoir alimente ces craintes. On parle de pressions, de patrons de PME qui ont demandé à leur femme de mettre un foulard pour continuer à profiter des contrats publics.

Les journaux ne se contentent pas de compter les points, ils participent activement à la surenchère. Cumhuriyet comptabilise les incursions de la religion dans la sphère publique, les attaques dont ont été victimes, à Istanbul, des étudiants qui mangeaient ou fumaient pendant le ramadan, ou, tout récemment, l'entrée de manuels créationnistes dans des écoles d'Ankara. Zaman fait actuellement une campagne d'affiches axée sur le démenti des affirmations de son concurrent. Et a monté en épingle la décision des autorités d'exclure, à Izmir, deux vieilles femmes qui portaient un foulard aux cérémonies du 29 octobre. La télévision privée Kanaltürk a lancé l'action «Combien sommes-nous?» qui s'efforce de recueillir un million de signatures pour «une Turquie prospère et éclairée» - entendez laïque.

La Turquie prospère et éclairée, rétorquent les pro-gouvernementaux, c'est celle de Recep Tayyip Erdogan. Qui a ouvert les frontières économiques, entrepris de démocratiser l'Etat. Qui va peut-être mettre fin à la récurrence des coups militaires. Et qui refuse énergiquement l'étiquette d'islamiste qu'il a naguère arborée avec fierté.

Le virage qui a donné naissance à l'AKP a sa source dans la reprise en main militaire qui a vu, en 1997, la mise hors la loi du parti islamiste Refah, dirigé par Necmettin Erbakan. Recep Tayyip Erdogan a tiré les leçons de cet échec. Mais s'agit-il d'un repli tactique ou d'une conversion durable à un projet démocratique séculier où l'islam aurait sa place parmi d'autres convictions?

Emre Sarikus est étudiant en sociologie. Il a lancé, sur Internet, un réseau de résistance républicaine dont il s'est assez vite distancé. Il ne croit pas à une conversion. «Lorsqu'il a été élu à la mairie d'Istanbul, Erdogan a ouvert la première séance du Conseil municipal avec des versets du Coran; il a dit qu'il était impossible d'être à la fois laïc et musulman. On ne change pas comme ça!»

«J'aurais compris qu'on dise ça en 2002, rétorque Abdülhamit Bilici, rédacteur en chef adjoint de Zaman. Mais aujourd'hui, cela fait cinq ans qu'Erdogan est au pouvoir et il n'a rien entrepris pour islamiser l'Etat.» Le succès remporté par l'AKP aux dernières élections est la preuve que le peuple ne veut pas d'une telle évolution - «sans ça, ils auraient voté pour Erbakan».

La différence avec 2002, c'est que l'AKP détient désormais tous les pouvoirs - y compris la présidence, qui a fait jusqu'ici fonction de verrou kémaliste. Mais sa marge de manœuvre reste étroite. Son succès électoral inespéré repose sur des attentes divergentes: réhabilitation de l'islam, rapprochement européen, modernisation, renforcement des valeurs conservatrices et, surtout, maintien de la croissance...

Ne décevoir aucun de ces espoirs nécessite un numéro d'équilibrisme dont la question kurde est venue compliquer encore la difficulté. Au point que certains, comme Abdülhamit Bilici, n'hésitent pas à s'interroger sur une possible entente entre le PKK et l'armée pour ébranler le gouvernement.

Quoi qu'il en soit, le problème kurde ne s'effacera pas tout seul, martèle Cengiz Aktar, professeur d'études européennes à Istanbul. «Ce problème doit être traité sur le plan politique et il doit désormais l'être en discutant avec le PKK et le leader kurde irakien Massoud Barzani. Mais l'AKP n'a pas de politique kurde. Il a essayé dans le sud-est du pays ce qu'il avait fait ailleurs: l'investissement de la société par le clientélisme et le népotisme. Pour le reste, il a délégué la question à l'armée.»

Cette dernière restera-t-elle massée du côté turc de la frontière ou la pression nationaliste poussera-t-elle le gouvernement à choisir l'aventure? Les parieurs penchent pour la première hypothèse et la plupart s'en réjouissent - en contradiction avec les propos va-t-en-guerre qui fusent dans la rue. Mais sans une perspective européenne plus claire pour calmer les craintes d'islamisation et de modification des frontières, un nationalisme de façade restera le seul moyen de parler d'unité en Turquie. Et le danger restera.

Le Temps, Sylvie Arsever, Trabzon

Lundi 12 novembre 2007